



ASIE/SYRIE - Selon le Directeur national des Œuvres pontificales missionnaires au Liban, en Syrie se combat maintenant une guerre « de tous contre tous »

Beyrouth (Agence Fides) – Le responsable d'al-Qaeda Ayman Zawahiri a délégitimé, au travers d'une déclaration officielle, ce qu'il est convenu d'appeler « l'Etat islamique d'Irak et du Levant », organisation djihadiste qui, au cours de cette dernière année, avait pris une position hégémonique sur le front des milices rebelles en Syrie. Dans un enregistrement remontant à quelques jours en arrière et envoyé à un certain nombre de télévisions arabes, un porte-parole de Zawahiri a fait savoir que désormais le responsable de « l'Etat islamique d'Irak et du Levant », Abu Bakr al-Baghdadi, pourra opérer seulement en Irak et devra laisser au front al-Nusra – autre faction islamiste liée à al-Qaeda, conduite par Abu Mohammad Golani – la responsabilité des opérations militaires sur le territoire syrien. Jusqu'à présent, les deux organisations avaient agi de manière indépendante, entrant parfois en compétition entre elles.

Le signal envoyé par al-Qaeda représente une nouvelle confirmation indirecte des oppositions croissantes entre les factions qui combattent l'armée régulière syrienne. « Aujourd'hui – déclare à Fides le Père Paul Karam, Directeur national des Œuvres pontificales missionnaires au Liban – sur le terrain en Syrie, est en cours une guerre de tous contre tous. Où cela nous portera-t-il ? Est-ce cela le printemps arabe ? La haine, le fanatisme, le terrorisme augmentent. Qui paie pour tout cela ? Uniquement la population syrienne épuisée et, à l'intérieur de la société, les minorités qui sont les plus vulnérables. Je crois qu'il est essentiel de laisser chaque peuple décider de son destin et de son avenir ». Selon le Père Karam, « il faut promouvoir un véritable chemin de paix qui ne prenne pas la forme d'un plan de division du pays. Ce qui est nécessaire est une conférence internationale de paix qui affronte de manière authentique, concrète et efficace la crise syrienne, en suivant la boussole des droits fondamentaux et de la liberté religieuse ». (GV/PA) (Agence Fides 11/11/2013)